

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

COMPTES CONSOLIDÉS
30 JUIN 2026

COMPTES SOCIAUX
30 JUIN 2026

Tour Mamounia, Place Moulay
El Hassan, Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

UNE TRAJECTOIRE DE DÉVELOPPEMENT SOUTENUE
DANS UN CONTEXTE DE MARCHÉ DÉFAVORABLE

Le Conseil d'Administration de CDG Capital s'est réuni le 21 septembre 2026, sous la présidence de Monsieur Khalid Safir, pour examiner l'activité et arrêter les comptes au 30 Juin 2026.

Au premier semestre 2026, CDG Capital a poursuivi la mise en œuvre de ses orientations stratégiques, en s'appuyant sur la complémentarité de ses métiers et la mobilisation de ses équipes. Malgré un environnement de marché contraint, notamment sous l'effet de l'évolution des taux et d'un contexte international marqué par de fortes incertitudes, la Banque a maintenu une trajectoire de développement soutenue.

À l'issue du premier semestre 2026, le Produit Net Bancaire (PNB) social s'établit à **MAD 442 millions**, contre **MAD 284 millions** à fin juin 2025, affichant une progression de **+56%**, portée notamment par la contribution des dividendes distribués par les filiales, en lien avec l'évolution du périmètre du Groupe. Le résultat net s'élève à **MAD 208 millions**, en progression de **66%** par rapport à fin juin 2025.

En consolidé, le Produit Net Bancaire s'établit à **MAD 442,4 millions**, en retrait de **11%** par rapport au premier semestre 2025. Cette évolution s'explique principalement par une base de comparaison élevée, le premier semestre 2025 ayant été marqué par des conditions de marché exceptionnellement favorables ayant soutenu les revenus des activités de marché, en particulier les plus-values de valorisation des portefeuilles. Le Résultat Net Part du Groupe (RNPG) ressort à **MAD 74,4 millions**.



NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : RÉFÉRENTIELS APPLICABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n’a pas anticipé l’application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l’application en 2026 est optionnelle.

BASES DE PRÉSENTATION

En l’absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Établissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin **juin 2026**, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2026		31/12/2025		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100%	100%	100%	100%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
AJARINVEST	45%	45%	45%	45%	Intégration Globale

Les regroupements d’entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l’acquisition. Dans le cas d’une première consolidation d’une entité, le Groupe procède dans un délai n’excédant pas un an à compter de la date d’acquisition à l’évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d’entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l’écart d’acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l’option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d’acquisition

Les écarts d’acquisition font l’objet d’une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l’apparition d’indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l’instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l’option d’un classement en juste valeur par capitaux propres n’a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie .

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d’arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l’objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d’intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l’opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l’objet d’un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d’intérêt effectif déterminé à l’origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l’utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu’ils sont actifs ; ce qui implique l’existence d’un volume et d’une fréquence suffisants de transactions ainsi qu’une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l’absence de liquidité de l’instrument ou d’un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l’instrument afin d’en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d’intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l’opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l’objet dès l’origine d’un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l’évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l’actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d’arrêté, le risque de crédit de l’instrument financier n’a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l’objet d’une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l’instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l’actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu’un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l’ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d’IFRS 9, à l’exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L’augmentation significative du risque de crédit est apprécié sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l’instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l’instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L’appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l’entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d’impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l’exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d’intérêt effectif de l’exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l’approche standard de Bâle II. Lorsqu’il n’y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l’ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d’intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l’instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l’estimation de l’augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 70%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants selon la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

- Immeubles et constructions :

	CATÉGORIE A	CATÉGORIE B	CATÉGORIE C	CATÉGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré câblage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
DURÉE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans	10 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPÔTS DIFFÉRÉS

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des Goodwills.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COÛT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISÉS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF				
ACTIF	Notes	30/06/2026	31/12/2025	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	26 912	364 124	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	7 812 406	9 685 233	
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		7 316 336	8 177 494	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		496 070	1 507 539	
Instruments dérivés de couverture		-	-	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	1 520 053	2 370 555	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		1 483 679	2 334 181	
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		36 374	36 374	
Titres au coût amorti	5.1.4	1 743	-	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	2 753 366	2 947 862	
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	14 974 642	3 786 839	
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-	
Placements des activités d'assurance		-	-	
Actifs d'impôt exigible		111 107	123 922	
Actifs d'impôt différé		15 597	-	
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	1 020 996	1 228 328	
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-	
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-	
Immeubles de placement		-	-	
Immobilisations corporelles	5.1.8	382 432	362 719	
Immobilisations incorporelles	5.1.9	122 906	119 307	
Écarts d'acquisition	5.1.10	678 823	678 823	
TOTAL ACTIF		29 420 984	21 687 711	

5.1.1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	30/06/2026		31/12/2025	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	417	-	404	-
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	26 495	-	363 720	-
Total	26 912	-	364 124	-

5.1.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2026				31/12/2025			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	- 7 316 336	-	- 7 316 336	-	- 8 177 694	-	- 8 177 694	-
Bons du Trésor	- 6 751 923	-	- 6 751 923	-	- 7 240 208	-	- 7 240 208	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	- 347 709	-	- 347 709	-	- 730 953	-	- 730 953	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	- 216 704	-	- 216 704	-	- 206 532	-	- 206 532	-
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	396 263	90 344	9 463	496 070	1 408 063	90 013	9 463	1 507 539
Total	396 263	7 406 681	9 463	7 812 406	1 408 063	8 267 707	9 463	9 685 233

5.1.3. Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres

	30/06/2026				31/12/2025			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*								
Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables	- 1 483 679	-	- 1 483 679	-	- 2 334 181	-	- 2 334 181	-
Bons du Trésor	- 9 888	-	- 9 888	-	- 808 515	-	- 808 515	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	- 1 473 791	-	- 1 473 791	-	- 1 525 666	-	- 1 525 666	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables	-	- 36 374	36 374	-	-	- 36 374	36 374	-
Total	- 1 483 679	36 374	1 520 053	-	- 2 334 181	36 374	2 370 555	-

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

	30/06/2026				31/12/2025			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9								
Encours bruts	1 492 478	-	-	1 492 478	2 343 801	-	-	2 343 801
Dépréciations	8 799	-	-	8 799	9 620	-	-	9 620
Net	1 483 679	-	-	1 483 679	2 334 181	-	-	2 334 181

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4. Titres au coût amorti

TITRES AU COÛT AMORTI	30/06/2026	31/12/2025
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	21 743	25 046
Total	21 743	25 046
Dépréciations	20 000	25 046
Net	1 743	-

	30/06/2026				31/12/2025			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9								
Encours bruts	-	-	21 743	21 743	-	-	25 046	25 046
Dépréciations	-	-	20 000	20 000	-	-	25 046	25 046
Net	-	-	1 743	1 743	-	-	-	-

5.1.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

	30/06/2026	31/12/2025
À vue	1 413 373	1 466 304
Comptes ordinaires	1 413 373	1 466 304
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
À terme	1 363 158	1 506 367
Prêts et comptes à terme	1 353 333	1 496 667
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	9 825	9 701
Encours bruts	2 776 531	2 972 671
Dépréciations	23 165	24 810
Encours nets	2 753 366	2 947 862

	30/06/2026				31/12/2025			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours bruts	2 776 531	-	-	2 776 531	2 972 671	-	-	2 972 671
Dépréciations	23 165	-	-	23 165	24 810	-	-	24 810
Net	2 753 366	-	-	2 753 366	2 947 862	-	-	2 947 862

5.1.6. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	9 569 496	56 827	648 147	788	10 275 257	1 744 380
Comptes à vue débiteurs	611 506	56 827	22 902	788	692 023	728 978
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	8 957 989	-	625 244	-	9 583 234	1 015 401
Crédits à la consommation	-	-	-	1 834	1 834	1 746
Crédits à l'équipement	1 596 798	-	471 089	78 611	2 146 498	1 787 957
Crédits immobiliers	-	-	-	5	5	14
Intérêts courus à recevoir	48 314	-	7 075	661	56 051	20 547
Valeurs reçues en pension	2 499 954	-	-	-	2 499 954	240 026
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	142	1 997	6 170	8 310	8 336
Encours bruts	13 714 562	56 969	1 128 308	88 069	14 987 908	3 803 007
Dépréciations	2 001	-	5 110	6 156	13 266	16 168
Encours nets	13 712 561	56 969	1 123 199	81 913	14 974 642	3 786 839

5.1.7. Comptes de régularisation et autres actifs

	30/06/2026				31/12/2025			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours bruts	14 981 752	-	6 156	14 987 908	3 796 851	-	6 156	3 803 007
Dépréciations	7 110	-	6 156	13 266	10 012	-	6 156	16 168
Net	14 974 642	-	-	14 974 642	3 786 839	-	-	3 786 839

5.1.8. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2025	Autres variations	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 30/06/2026
Terrains et constructions	43 859	-	295 505	-	339 364
Matériel, outillage et transport	2 951	-	54	159	2 846
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	70 106	-	1 072	-	71 178
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
En-cours	301 378	-	3 954	269 722	35 609
Droits d'utilisation	93 843	-	-	-	93 843
Total	512 137	-	300 585	269 881	542 841

Amortissements	Cumul amortissements au 31/12/2025	Autres variations	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 30/06/2026
Terrains et constructions	32 001	-	6 131	-	38 133
Matériel, outillage et transport	2 652	-	64	159	2 558
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	59 299	-	1 886	-	61 185
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-	-
Droits d'utilisation	55 466	-	3 068	-	58 533
Total	149 418	-	11 149	159	160 409

Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/2025	Valeurs nettes au 30/06/2026
Terrains et constructions	11 858	301 232
Matériel, outillage et transport	299	288
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	10 806	9 993
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	301 378	35 609
Droits d'utilisation	38 378	35 310
Total valeurs nettes	362 719	382 433

Droits d'utilisation	31/12/2025	30/06/2026
Immobilier		
Valeurs brutes	91 246	91 246
Amortissements et dépréciations	55 145	57 754
Valeurs nettes	36 102	33 492
Mobilier		
Valeurs brutes	2 597	2 597
Amortissements et dépréciations	321	779
Valeurs nettes	2 276	1 818
Total valeurs nettes	38 378	35 310

5.1.9. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes au 31/12/2025	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeurs brutes au 30/06/2026
289 140	9 885	-	-	299 026
169 833	-	-	6 286	176 119
119 307	9 885	-	6 286	122 906

5.1.10. Écarts d'acquisition

	31/12/2025	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	30/06/2026
Valeurs brutes	678 823	-	-	-	-	678 823
CDG Capital Gestion	93 424	-	-	-	-	93 424
CDG Capital Bourse	4 802	-	-	-	-	4 802
AJARINVEST	580 597	-	-	-	-	580 597
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Gestion	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Bourse	-	-	-	-	-	-
AJARINVEST	-	-	-	-	-	-
Valeurs nettes	678 823	-	-	-	-	678 823

5.2. PASSIF

PASSIF	Notes	30/06/2026	31/12/2025
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	145 540	147 693
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		145 540	147 693
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	10 224 515	6 977 080
Dettes envers la clientèle	5.2.3	6 107 040	2 875 543
Titres de créance émis	5.2.4	6 076 813	4 358 205
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		98 877	213 641
Passifs d'impôt différé		-	17 110
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	3 214 745	3 364 203
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	19 134	8 925
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	1 157 400	1 172 036
Capitaux propres		2 376 919	2 533 276
Capital et réserves liées		1 860 000	1 860 000
Réserves consolidées		406 510	261 439
Part du groupe		405 871	260 846
Part des minoritaires		639	593
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(14 336)	(3 470)
Part du groupe		(14 336)	(3 470)
Part des minoritaires		-	-
Résultat net de l'exercice		124 745	415 307
Part du groupe		74 366	327 260
Part des minoritaires		50 379	88 048
TOTAL PASSIF		29 420 984	21 667 711

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2026				31/12/2025			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	145 540	-	145 540	-	147 693	-	147 693
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	145 540	-	145 540	-	147 693	-	147 693

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

Établissements de crédit et assimilés au Maroc						
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
Comptes ordinaires créditeurs	-	20 455	546 124	-	566 579	116 599
Valeurs données en pension	5 035 847	-	-	-	5 035 847	4 875 180
- au jour le jour	-	-	-	-	-	2 413 320
- à terme	5 035 847	-	-	-	5 035 847	2 461 860
Emprunts de trésorerie	3 351 000	524 980	700 000	-	4 577 980	1 940 000
- au jour le jour	-	480 000	700 000	-	1 180 000	1 940 000
- à terme	3 351 000	46 980	-	-	3 397 980	-
Emprunts financiers	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	3 145	71	44	-	3 260	1 534
Autres dettes	-	-	-	-	-	-
Dettes locatives	-	40 849	-	-	40 849	43 767
Total	8 389 992	588 355	1 246 168	-	10 224 515	6 977 079

Variation des dettes locatives	31/12/2025	Augmentations	Diminutions	30/06/2026
Dettes locatives	90 791	-	-	90 791
Amortissements	47 024	2 918	-	49 942
Valeurs nettes	43 767	(2 918)	-	40 849

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	636 764	3 046 670	227 026	247 739	4 158 199	1 424 479
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	1 032 884	-	3 500	1 036 384	1 109 197
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	147 735
Autres comptes créditeurs	68 343	829 140	3 827	-	901 310	182 234
Intérêts courus à payer	-	11 119	-	28	11 147	11 896
Total	705 107	4 919 813	230 853	251 267	6 107 040	2 875 543

5.2.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2025	Augmentations	Diminutions	30/06/2026
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	4 358 205	2 607 293	888 684	6 076 813
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Titres subordonnés à durée déterminée	1 172 036	2 318	16 953	1 157 401
à durée indéterminée	1 072 010	-	16 953	1 055 057
à durée indéterminée	100 026	2 318	-	102 344
Total	5 530 241	2 609 611	905 638	7 234 214

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	30/06/2026	31/12/2025
Opération diverses sur titres	1 261 563	1 768 494
Sommes dues à l'État	92 249	31 617
Clients avances et acomptes	-	-
Charges à payer	427 135	50 578
Dividendes à payer	174 840	-
Autres passifs	1 258 958	1 513 514
Total	3 214 745	3 364 203

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/2025	Augmentations	Diminutions	30/06/2026
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	8 925	10 209	-	19 134
Total	8 925	10 209	-	19 134

Ventilation des provisions	31/12/2025	30/06/2026
Court terme	8 925	19 134
Long terme	-	-
Total	8 925	19 134

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Notes	30/06/2026	30/06/2025
+ Intérêts, rémunérations et produits assimilés	6.1	165 498	120 084
- Intérêts, rémunérations et charges assimilées	6.1	(183 570)	(159 049)
MARGE D'INTÉRÊT		(17 872)	(38 965)
+ Commissions (produits)	6.2	132 606	117 452
- Commissions (charges)	6.2	(3 254)	(5 280)
MARGE SUR COMMISSIONS		129 351	112 172
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	77 031	167 404
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		41 776	139 580
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		35 255	27 824
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	6.4	2 288	23 539
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		2 288	23 539
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance		-	-
+ Produits des autres activités	6.5	256 406	242 947
- Charges des autres activités	6.5	(4 778)	(9 849)
PRODUIT NET BANCAIRE		442 427	497 248
- Charges générales d'exploitation	6.6	(216 023)	(149 794)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(17 435)	(12 713)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		208 970	334 741
Coût du risque	6.8	(4 660)	11 231
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		204 309	345 972
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des contreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		234	388
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		204 543	346 360
- Impôt sur les résultats	6.9	(79 798)	(128 483)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RÉSULTAT NET		124 745	217 877
Intérêts minoritaires (ou Participations ne donnant pas le contrôle)		50 379	42 650
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE (OU DES PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE)		74 366	175 227
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	4,00	9,42
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	4,00	9,42
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	30/06/2026	30/06/2025
RÉSULTAT NET		124 745	217 877
Éléments recyclables en résultat net :	(10 866)	9 143	
Écarts de conversion		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(10 866)	9 143	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables		-	-
Impôts liés		-	-
Éléments non recyclables en résultat net :		-	(1 495)
Réévaluation des immobilisations		-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies		-	-
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat		-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables		-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables		-	(1 495)
Impôts liés		-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(10 866)	7 448	
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	113 879	225 324	
Dont Part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	62 861	182 082	
Dont Part des minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	51 018	43 243	

6.1. Marge d'intérêt

	30/06/2026	30/06/2025
Sur opérations avec les établissements de crédits	32 561	22 703
Sur opérations avec la clientèle	93 508	42 813
Intérêts courus et échus sur titres	38 374	53 328
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	1 254	1 240
Produits d'intérêt	165 498	120 084
Sur opérations avec les établissements de crédits	59 145	35 600
Sur opérations avec la clientèle	39 321	43 452
Sur dettes représentées par titres	65 354	67 765
Sur dettes subordonnées	18 928	11 310
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	822	922
Charges d'intérêt	183 570	159 049

6.2. Commissions

	30/06/2026			30/06/2025		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	113 672	1 837	111 835	85 526	4 514	81 012
Prestations et services pour conseils financiers	16 448	-	16 448	30 750	-	30 750
Autres	2 486	1 417	1 068	1 176	766	410
Produits et charges nets des commissions	132 606	3 254	129 351	117 452	5 280	112 172

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2026	30/06/2025
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	114 172	166 421
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	(59 807)	41 357
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	22 667	(40 374)
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Gains ou pertes nets	77 031	167 404

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2026	30/06/2025
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 288	23 539
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 288	23 539

6.5. Résultat des autres activités

	30/06/2026	30/06/2025
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	251 629	233 098
Produits et charges nets des autres activités	251 629	233 098

6.6. Charges générales d'exploitation

	30/06/2026	30/06/2025
Charges de personnel	122 092	94 262
Impôts et taxes	3 775	2 096
Services extérieurs et autres charges	90 155	53 436
Charges générales d'exploitation	216 023	149 794

6.7. Coût du risque

	30/06/2026	30/06/2025
Dotations aux provisions	969	1 540
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-	-
Provisions pour dépréciation des titres	-	1 296
Provisions pour risques	969	244
Reprises sur provisions	10 413	12 770
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	4 546	12 770
Provisions pour dépréciation des titres	5 868	-
Provisions pour risques	-	-
Variation des provisions	(9 444)	(11 231)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	14 105	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	4 660	(11 231)

6.8. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	30/06/2026	30/06/2025
Charge d'impôts courants	103 614	103 628
Charge d'impôts différés	(23 816)	24 855
Charge d'impôts de la période	79 798	128 483

6.9. Résultat de base et résultat dilué par action

	30/06/2026	30/06/2025
Résultat Net Part du Groupe	74 366	175 227
Nombre d'actions ordinaires émises	18 600 000	18 600 000
Résultat par action en dirhams	4,00	9,42

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 Décembre 2024	1 435 000	-	-	363 495	17 094	(18 899)	1 796 689	132 342	1 929 032
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(25 392)	-	254	(25 138)	(131 750)	(156 888)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} Janvier 2025	1 435 000	-	-	338 102	17 094	(18 645)	1 771 551	593	1 772 144
Opérations sur capital	425 000	-	-	-	-	-	425 000	-	425 000
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(77 256)	-	-	(77 256)	-	(77 256)
Résultat de l'exercice au 31 Décembre 2025	-	-	-	327 260	-	-	327 260	88 048	415 307
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	(1 919)	-	(1 919)	-	(1 919)
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	(1 919)	-	(1 919)	-	(1 919)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 31 Décembre 2025	1 860 000	-	-	588 106	15 175	(18 645)	2 444 636	88 640	2 533 276
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(7 395)	-	-	(7 395)	(88 002)	(95 396)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} Janvier 2026	1 860 000	-	-	580 711	15 175	(18 645)	2 437 241	639	2 437 880
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(174 840)	-	-	(174 840)	-	(174 840)
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2026	-	-	-	74 366	-	-	74 366	50 379	124 745
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	(10 866)	-	(10 866)	-	(10 866)
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	(10 866)	-	(10 866)	-	(10 866)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 30 Juin 2026	1 860 000	-	-	480 237	4 309	(18 645)	2 325 901	51 018	2 376 919

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2026	31/12/2025
1. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	(A) 204 543	701 335
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	17 435	24 780
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(6 083)	(6 083)
5. +/- Dotations nettes aux provisions	11 936	11 936
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	-
8. +/- Produits/charges des activités de financement	-	-
9. +/- Autres mouvements	-	-
10. = TOTAL (2) À (9) DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	(B) 23 289	30 633
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	3 446 493	(1 987 013)
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(7 953 405)	(1 596 503)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	4 439 785	1 197 199
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(849 601)	2 019 899
15. - Impôts versés	(299 932)	(211 259)
16. = DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPERATIONNELLES (TOTAL DES ÉLÉMENTS 11 À 15)	(C) (1 216 659)	(577 677)
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPERATIONNELLE (TOTAL DES ÉLÉMENTS A, B ET C)	(D) (988 827)	154 291
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(11 500)	(278 024)
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (TOTAL DES ÉLÉMENTS 18 À 20)	(E) (11 500)	(278 024)
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	174 840	500 338
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(14 635)	559 234
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (TOTAL DES ÉLÉMENTS 22 ET 23)	(F) 160 205	1 059 571
25. EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	-	-
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (TOTAL DES ÉLÉMENTS D, E ET F)	(840 123)	935 838
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	30/06/2026	31/12/2025
27. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	1 713 829	777 991
28. Caisse, banque centrales, CCP(lactif & passif)	364 124	792 168
29. Comptes (lactif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 349 705	(14 177)
30. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	873 706	1 713 829
31. Caisse, banque centrales, CCP(lactif & passif)	26 912	364 124
32. Comptes (lactif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	846 794	1 349 705
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(840 123)	935 838

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	30/06/2026	31/12/2025
Engagements de financements et de garantie donnés	5 769 146	4 865 846
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	100 674	100 000
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	100 674	100 000
Engagements de financement en faveur de la clientèle	2 886 708	2 073 044
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	1 046 373	349 997
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	1 840 335	1 723 047
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits donnés	-	-
- Autres cautions, avais et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 781 764	2 692 801
- Garanties de crédits donnés	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties donnés	2 781 764	2 692 801
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	1 332 000	1 341 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	600 000	609 438
- Garanties de crédits	600 000	609 438
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
- Garanties de crédits	232 000	232 000
- Autres garanties reçues	-	-

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

10.1. Preuve d'impôts

	30/06/2026	30/06/2025
Résultat net de l'ensemble consolidé	74 366	175 227
Impôts exigibles (IS)	103 614	103 628
Impôts différés	(23 816)	24 855
Total charge fiscale consolidée IFRS	79 798	128 483
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	154 165	303 710
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	52%	42%
Montant de différences de taux mère/filiale	13 252	11 152
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge fiscale recalculée	93 051	139 636
Taux d'impôt légal au Maroc	40,00%	39,25%

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2025	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/2026
Impôts différés actifs	-	-	15 597	15 597
Impôts différés passifs	17 110	(23 816)	6 706	-
Impôts différés actifs / passifs	(17 110)	23 816	8 891	15 597

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2022 à 2025 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux audits exercés peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GÉNÉRAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (Banque, Entreprise, Office, Institution, Fonds ou une Personne Physique...) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
 - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie et du secteur d'activité.
 - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
 - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (en cours de refonte).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel (en cours de refonte).

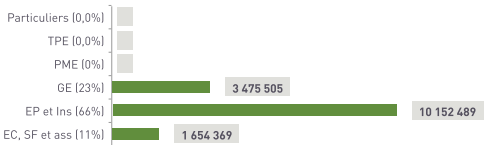
L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué à la suite de la constatation d'un évènement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la Direction des Risques de Crédit et Engagements (DRCE) a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

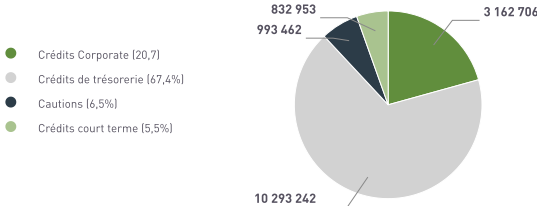
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin juin 2026 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de quatre types d'engagement : les crédits corporate (20,7%) et les crédits court terme (5,5%), les Crédits de trésorerie (67,4%) ainsi que des cautions (6,5 %) :



Répartition des engagements « activité de crédit » au 30/06/2026

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de Crédit/Contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHÉ

1.5.1 Facteurs de risque

Le risque de marché représente le risque de pertes liées à la variation des paramètres de marché notamment :

- **les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par Bank Al-Maghrib pour le calcul des fonds propres (FP) réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres(FP)

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade à la suite d'une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt à la suite de scénarios de stress.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le premier semestre 2026, le LCR à fin juin s'est établi à 124%.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPÉRATIONNELS

Au cours du premier semestre 2026, la gestion des risques opérationnels s'est inscrite dans la continuité des chantiers engagés en 2025. Après une année marquée par le déménagement vers le nouveau siège et la mise en production de systèmes d'information critiques, l'objectif a été de consolider le dispositif et d'en renforcer la gouvernance.

Les principaux travaux du semestre ont porté sur :

- **La cartographie des risques** : finalisation de la cartographie des risques de l'activité de financement (Corporate et Financement structuré/syndiqué), menée en ateliers avec les équipes métiers. Les travaux relatifs à la cartographie de l'activité dépositaire ont également été engagés, pour une finalisation prévue d'ici la fin de l'année 2026.
- **Le cadre normatif** : mise à jour de la Politique de gestion des risques opérationnels, afin d'y intégrer la démarche ORSA-Operational Risk Self-Assessment- et le barème de notation des risques en vigueur.
- **La cartographie des processus** : contribution de la DROC- DIRECTEUR RISQUES OPÉRATIONNELS ET CONTRÔLE PERMANENT - à la mission de cartographie et de documentation des processus de la banque, conduite avec l'appui d'un cabinet externe.
- **Le suivi des recommandations d'audit** : formalisation des réponses et du plan d'action relatifs à la mission d'audit interne portant sur les risques opérationnels et le PCA-PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ-.
- **Les nouveaux usages technologiques** : émission d'avis risques sur les projets de déploiement de l'intelligence artificielle, en cohérence avec la charte d'usage de l'IA de CDG Capital.

Sécurité de l'information

Dans un contexte de menace cybercriminelle croissante, la maîtrise du risque lié à la sécurité de l'information demeure une priorité pour CDG Capital. Au cours du semestre, le traitement des alertes et des événements de cybersécurité a été renforcé, en coordination étroite avec les équipes de sécurité informatique et le prestataire d'infogérance. Ce renforcement s'est appuyé sur des cellules d'analyse, des plans d'action dédiés et une remontée systématique à la Direction.

Surveillance des pertes internes

La collecte des pertes internes (ainsi que des gains et quasi-pertes) couvre l'ensemble des métiers de CDG Capital depuis 2012. Ce processus permet aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc.) ;
- de s'approprier les concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de diffuser la culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ses filiales.

Au premier semestre 2026, les incidents recensés ont fait l'objet d'une analyse par typologie bâloise et par niveau de gravité, d'un suivi des plans d'action et d'un reporting à la Direction Générale et au Comité des Risques. Le reporting réglementaire semestriel relatif aux risques opérationnels et au PCA a été consolidé, y compris pour les filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ (PCA)

Dans le cadre du maintien en conditions opérationnelles du PCA, le premier semestre 2026 a été consacré à la consolidation du dispositif, conformément à la Directive Bank Al-Maghrib n°3/W/2022 et aux standards ISO 22301 :

- **Campagne BIA-BILAN D'IMPACT SUR L'ACTIVITÉ-** : lancement d'une campagne d'analyse d'impact sur l'activité auprès des entités de la banque, afin d'actualiser les activités critiques, les délais maximaux d'interruption admissibles et les objectifs de reprise.
- **Gestion de crise** : structuration d'un outil de pilotage intégré de la continuité et de la gestion de crise (scénarios de crise, playbooks, annuaire de crise), s'appuyant sur le Plan de Gestion de Crise actualisé en septembre 2025.
- **Tests PCA** : préparation d'un test PCA au site de repli de Skhirat, réalisé début juillet 2026, intégrant les nouveaux systèmes d'information de la banque.
- **Sécurité des personnes** : organisation de sessions de formation à l'évacuation du bâtiment au profit des guides-files et serre-files, afin de renforcer la préparation des collaborateurs aux situations d'urgence.
- **Transfert du site de secours** : poursuite du projet de transfert du site de secours informatique et du data center principal. Le prérequis technique ayant été validé, les travaux se concentrent sur la contractualisation, le recalage du calendrier et les démarches auprès des autorités et infrastructures de place (Bank Al-Maghrib, AMMC, Maroclear).

2. GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
 - La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
 - Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
 - Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.
- Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :
- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
 - L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
 - Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
 - Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin juin 2026, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 55,06% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 58,30% sur base consolidée.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

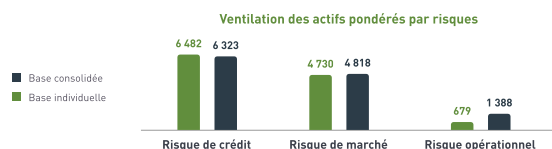
A fin juin 2026, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à 2 517 Mdhs, contre 2 527 Mdhs sur base consolidée.

2.3 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT, RISQUES DE MARCHÉ ET RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

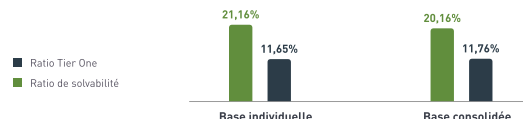
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin juin 2026 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 RATIO DES FONDS PROPRES DE BASE ET SOLVABILITÉ

A fin juin 2026, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser une atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La première ligne de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La deuxième ligne de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La troisième ligne de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTÉS AU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.



GROUPE CDG CAPITAL

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE DES COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2026

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire consolidée de CDG CAPITAL et de ses filiales (GROUPE CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 2 376 919 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 124 745 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG Capital établis au 30 juin 2026, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 29 septembre 2026

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél: 05 22 54 48 00 - Fax: 05 22 29 66 10
Rachid BOUMEHRAZ
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 900 Fax: 0522 27 47 34
Abdellah LAGHCHAOU
Associé

Lien vers publications financières :

<https://cdgcapital.ma/communication-financiere/>

BILAN		
ACTIF	30/06/2026	31/12/2025
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	26 903	364 108
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 425 748	2 763 005
A vue	1 062 590	1 256 638
A terme	1 363 158	1 506 367
Créances sur la clientèle	14 981 428	3 796 500
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	10 284 703	1 750 936
Crédits et financements participatifs à l'équipement	2 174 270	1 803 663
Crédits et financements participatifs immobiliers	5	14
Autres crédits et financements participatifs	2 522 450	241 886
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	8 880 839	11 589 424
Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 762 013	8 051 880
Autres titres de créance	1 908 202	2 323 814
Titres de propriété	210 624	1 213 729
Certificats de Sukuk		
Autres actifs	1 021 673	586 516
Titres d'investissement		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	882 163	882 212
Participation dans les entreprises liées	824 490	824 490
Autres titres de participation et emplois assimilés	57 673	57 721
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	116 477	114 067
Immobilisations corporelles	309 918	312 855
TOTAL ACTIF	28 645 148	20 408 687

BILAN		
PASSIF	30/06/2026	31/12/2025
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10 183 666	6 933 313
A vue	1 746 453	4 470 189
A terme	8 437 013	2 463 123
Dépôts de la clientèle	6 183 421	2 943 639
Comptes à vue créditeurs	4 234 581	1 492 728
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme	1 047 530	1 268 675
Autres comptes créditeurs	901 310	182 236
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	6 076 813	4 358 205
Titres de créance négociables émis	6 076 813	4 358 205
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	2 690 749	2 692 179
Provisions pour risques et charges	123 048	112 668
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	1 157 400	1 172 036
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Écart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	161 721	176 380
Capital	1 860 000	1 860 000
Actionnaires Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	87	26 358
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	208 241	133 910
TOTAL PASSIF	28 645 148	20 408 687

HORS BILAN		
	30/06/2026	31/12/2025
ENGAGEMENTS DONNÉS	6 439 915	7 300 587
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	100 674	100 000
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	2 889 275	2 075 296
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 788 197	2 699 550
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	661 769	2 425 741
ENGAGEMENTS REÇUS	1 502 374	2 392 946
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	600 000	609 438
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	170 374	1 051 508
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS

(EN milliers de DHS)	30/06/2026	30/06/2025
+ Intérêts et produits assimilés	164 389	112 888
- Intérêts et charges assimilées	182 966	152 441
MARGE D'INTÉRÊT	(18 577)	(39 553)
(+/-) Produits sur financements participatifs		
(-/-) Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
(+/-) Produits sur immobilisations données en Ijara		
(-/-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
Résultat des opérations d'Ijara		
+ Commissions perçues	132 606	117 452
- Commissions servies	3 105	4 967
MARGE SUR COMMISSIONS	129 501	112 485
+/- Résultat des opérations sur titres de transaction	41 776	139 580
+/- Résultat des opérations sur titres de placement	58 324	43 394
+/- Résultat des opérations de change	15 232	665
+/- Résultat des opérations sur produits dérivés	22 266	(40 806)
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	137 598	142 833
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
+ Divers autres produits bancaires	196 178	72 379
- Diverses autres charges bancaires	2 298	3 805
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPÔTS D'INVESTISSEMENT		
PRODUIT NET BANCAIRE	442 402	284 339
+/- Résultat des opérations sur immobilisations financières	(48)	33
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	3 231	160
- Autres charges d'exploitation non bancaire	3 370	111
- Charges générales d'exploitation	182 590	119 266
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	259 624	165 155
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	9 058	
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	10 380	1 110
RÉSULTAT COURANT	240 186	164 045
RÉSULTAT NON COURANT	(3 549)	
- Impôts sur les résultats	28 395	38 785
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	208 241	125 260

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (suite)
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	30/06/2026	30/06/2025
(+/-) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	208 241	125 260
20 (+/-) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	12 103	7 869
21 (+/-) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	48	126
22 (+/-) Dotations aux provisions pour risques généraux	24 140	5 513
23 (+/-) Dotations aux provisions réglementées		
24 (+/-) Dotations non courantes		
25 (-/-) Reprises de provisions	(23 000)	(4 561)
26 (-/-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		(163)
27 (+/-) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28 (-/-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29 (+/-) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30 (-/-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	221 533	134 043
31 (-/-) Bénéfices distribués	174 840	75 337
(+/-) AUTOFINANCEMENT	46 693	58 706

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	30/06/2026	30/06/2025
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 128 108	1 173 014
Intérêts, rémunération et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	32 561	22 703
Intérêts, rémunération et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	93 508	42 813
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	38 321	47 372
Produits sur titres de propriété et de certificats Sukuk	196 178	72 379
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	132 606	117 452
Autres produits bancaires	634 935	870 295
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	685 706	888 675
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	59 415	35 870
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	39 321	43 452
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	84 229	73 119
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	502 740	736 234
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	442 402	284 339
Produits d'exploitation non bancaire	3 231	160
Charges d'exploitation non bancaire	3 370	111
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	182 590	119 266
Charges de personnel	91 745	63 477
Impôts et taxes	3 093	1 471
Charges externes	68 372	35 585
Autres charges générales d'exploitation	7 278	10 665
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	12 103	7 869
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	47 533	5 638
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables	14 105	
Autres dotations aux provisions	33 428	5 638
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	28 046	4 561
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	5 046	
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	23 000	4 561
RÉSULTAT COURANT	240 186	164 045
Produits non courants		
Charges non courantes	3 549	
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	236 636	164 045
Impôts sur les résultats	28 395	38 785
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	208 241	125 260

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2026	31/12/2025
1 (-/-) Produits d'exploitation bancaire perçus	931 930	1 328 708
2 (+/-) Récupérations sur créances amorties		
3 (+/-) Produits d'exploitation non bancaire perçus	3 231	1 739
4 (-/-) Charges d'exploitation bancaire versées	666 778	838 996
5 (-/-) Charges d'exploitation non bancaire versées	21 024	21 157
6 (-/-) Charges générales d'exploitation versées	170 487	282 890
7 (-/-) Impôts sur les résultats versés	28 395	74 177
I Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	48 477	113 227
Variation des :		
8 (+/-) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	337 257	(1 495 251)
9 (+/-) Créances sur la clientèle	(11 184 928)	(1 972 217)
10 (+/-) Titres de transaction et de placement	2 713 631	687 724
11 (+/-) Autres actifs	(435 158)	54 155
12 (+/-) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13 (-/-) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 250 353	(405 126)
14 (+/-) Dépôts de la clientèle	3 239 783	409 679
15 (+/-) Titres de créance émis	1 718 609	559 664
16 (+/-) Autres passifs	(1 430)	1 175 890
II Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	(36 1882)	(985 481)
III FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	(313 405)	(872 254)
17 (+/-) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18 (+/-) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		163
19 (-/-) Acquisition d'immobilisations financières		232 393
20 (-/-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	11 575	274 320
21 (+/-) Intérêts perçus		
22 (+/-) Dividendes perçus	196 178	72 869
IV FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	184 603	(433 682)
23 (+/-) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+/-) Émission de dettes subordonnées		559 234
25 (+/-) Émission d'actions		425 000
26 (-/-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	14 635	
27 (-/-) Intérêts versés	18 928	31 016
28 (-/-) Dividendes versés	174 840	75 337
V FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(208 403)	877 881
VI VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	(837 208)	(428 055)
VII TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	364 108	792 164
VIII TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	26 903	364 108

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.		
PORTEFEUILLE TITRES		
Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :		
TITRES DE TRANSACTION	TITRES DE PLACEMENT	TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS
Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché. Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles. À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.	Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus. À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.	Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés. A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usages, quote-part dans la situation nette,actif net réévalué,discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE		IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus. Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.		Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE		TITRES DE CRÉANCES ÉMIS
Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.		• Les émissions de certificats de dépôt (CD) vanilles sont comptabilisées à leur valeur nominale au taux d'intérêt contractuel. • Les émissions de dettes structurées comportant un swap de performance sont évaluées et comptabilisées comme suit : - La dette représentative du passif (contrat hôte) est comptabilisée à sa valeur nominale ; - Le dérivé incorporé (swap de performance) fait l'objet d'une comptabilisation séparée (le split accounting ») en valeur de marché, et les variations de valeur à chaque arrêté comptable sont constatées en résultat (gain ou perte) en contrepartie d'un compte de régularisation.

ÉTAT DES DÉROGATIONS

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	La reconnaissance en comptabilité du dérivé incorporé (swap de performance) associé à l'émission de CD structuré est de nature à : • Traduire au mieux la réalité économique de l'émission de dette structurée (combinaison d'une émission vanille et d'un swap de performance) • Eliminer le mismatch comptable entre d'une part, le passif représenté par les certificats de dépôts qui sont inscrits en comptabilité pour leur montant nominal, et d'autre part, les actifs et contrats de couverture y associés, lesquels sont évalués en valeur de marché (trading) ;	Au 30/06/2026, la réévaluation au prix du marché du swap de performance a donné lieu à la comptabilisation à l'actif (rubrique "autres actifs") d'un dérivé de MAD (56) millions, et s'est traduite par un impact négatif sur le résultat net de MAD 1,1 millions.
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	26 903	31 782	181 961	848 847	1 089 492	1 620 746
VALEURS REÇUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS DE TRÉSORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS FINANCIERS		666 667	686 667		1 353 333	1 496 667
AUTRES CRÉANCES						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR		8 116	1 708		9 825	9 701
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	26 903	706 565	870 336	848 847	2 452 650	3 127 113

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE	9 569 496	56 827	648 147	788	10 275 257	1 744 380
- Comptes à vue débiteurs	611 506	56 827	22 902	788	692 023	728 978
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie	8 957 989		625 244		9 583 234	1 015 401
CRÉDITS À LA CONSOMMATION				1 834	1 834	1 746
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT	1 596 798		471 089	78 611	2 146 498	1 787 957
CRÉDITS IMMOBILIERS				5	5	14
AUTRES CRÉDITS	2 499 954		1 829		2 501 784	241 855
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	48 314		7 075	661	56 051	20 547
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL	13 714 562	56 827	1 128 140	81 899	14 981 428	3 796 500

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

TITRES	Établissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS	7 075	1 726	40	11 785	20 626	33 013
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIÉTÉ	7 075	1 726	40	11 785	20 626	33 013
TITRES NON COTÉS	414 781	7 586 341	619 458	216 817	8 837 397	11 515 681
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS	140 947	824 531	429 459	216 817	1 611 754	1 721 524
AUTRES TITRES DE CRÉANCE	273 834				273 834	577 048
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIÉTÉ			189 999		189 999	1 180 719
TOTAL	421 856	7 588 067	619 498	228 602	8 858 023	11 548 694

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION						
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES	7 099 632	7 099 632	7 099 632			
OBLIGATIONS	6 751 923	6 751 923	6 751 923			
AUTRES TITRES DE CRÉANCE	347 709	347 709	347 709			
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIÉTÉ						
TITRES DE PLACEMENT*						
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES	1 785 773	1 789 697	1 778 392	11 306	7 381	27 381
OBLIGATIONS	9 901	9 888	9 888		12	12
AUTRES TITRES DE CRÉANCE	1 289 671	1 288 751	1 284 045	4 706	5 625	25 625
TITRES DE PROPRIÉTÉ	274 000	274 312	273 835	477	165	165
	212 202	216 746	210 624	6 122	1 578	1 578
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						

* hors ICNE

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS		
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES		
	139	
DÉBITEURS DIVERS		
	1 021 673	586 376
Sommes dues par l'État	68 820	71 527
Débiteurs divers	287 246	191 588
Produit à recevoir	219 953	147 711
Charges constatées d'avance	256	
Autres comptes	445 398	175 551
TOTAL ACTIF	1 021 673	586 516

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES		
	1 261 563	1 768 494
CRÉDITEURS DIVERS		
	1 429 186	923 684
Sommes dues à l'État	106 453	102 475
Créditeurs Divers	196 815	23 812
Dettes Fournisseurs	349 481	332 269
Produits constatés d'avance	381 438	
Comptes de Régularisation	395 000	465 129
TOTAL PASSIF	2 690 749	2 692 179

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIÈRE	27 437	100%	44 510	44 510
AJARINVEST	GESTION DES OPCl	7 000	45%	629 980	629 980
Autres titres de participation et emplois assimilés					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	10 000	13,0%	2 004	2 004
SOCIÉTÉ MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHAMBRE DE COMPENSATION DU MAROC	FINANCIER	100 000	7,4%	7 400	7 400
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,8%	70 274	36 374
Titres de l'activité de portefeuille					
Titres de l'activité de portefeuille	FINANCIER			11 917	11 837
TOTAL PARTICIPATIONS				916 144	882 164
EMPLOIS ASSIMILÉS					
TOTAL GENERAL				916 144	882 164

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis et/ou prov début de l'ex	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis sur immo sorties	
							Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	271 866	8 077		279 942	157 798	5 667		116 477
- Droit au bail								
- Immobilisations en recherche et développement								
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	237 445	443		237 887	157 798	5 667		74 422
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	34 421	7 634		42 055				42 055
- Immobilisations incorporelles hors exploitation								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	373 031	273 220	269 722	376 529	60 175	6 436		309 918
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	26 204	273 127		299 332	21 401	5 328		272 602
- Terrain d'exploitation		45 296		45 296				45 296
- Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	26 204	4 760		30 964	21 401	867		8 697
- Immeubles d'exploitation, Logements de fonction		223 071		223 071		4 461		218 610
- MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION	45 692	93		45 785	38 774	1 107		5 903
- Mobilier de bureau d'exploitation	6 736	81		6 817	5 400	153		1 264
- Matériel de bureau d'exploitation	988	12		1 000	935	12		52
- Matériel informatique	36 217			36 217	30 910	894		4 413
- Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 751			1 751	1 529	48		174
- Autres matériels d'exploitation								
- AUTRES IMMOB CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS -	301 134		269 722	31 412				31 412
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT								
- Terrains hors exploitation								
- Immeubles hors exploitation								
- Mobilier et matériel hors exploitation								
- Autres immobilisations corporelles hors exploitation								
Total	644 896	281 297	269 722	656 471	217 974	12 103		426 394

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		20 455	546 124		566 579	116 599
VALEURS DONNÉES EN PENSION	5 035 848				5 035 848	4 875 180
- au jour le jour						2 413 318
- à terme	5 035 848				5 035 848	2 461 862
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE	3 351 000	526 980	700 000		4 577 980	1 940 000
- au jour le jour		480 000	700 000		1 180 000	1 940 000
- à terme	3 351 000	46 980			3 397 980	
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES						
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	3 145	71	44		3 260	1 534
TOTAL	8 389 993	547 506	1 246 167		10 183 667	6 933 313

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES À VUE CRÉDITEURS	636 764	3 123 051	227 026	247 739	4 234 580	1 492 575
COMPTES D'ÉPARGNE						
DÉPÔTS À TERME		1 032 884		3 500	1 036 384	1 256 932
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS	68 343	829 140	3 827		901 310	182 236
INTÉRÊTS COURUS À PAYER		11 119		28	11 147	11 896
TOTAL	705 107	4 996 194	230 853	251 267	6 183 421	2 943 639

TITRE DE CRÉANCE ÉMIS

NATURE TITRES (1)	Date de jouissance	CARACTÉRISTIQUES				30/06/2026	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
		Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CD CDG CAPITAL 30/01/2027 2,91% 2A	30/01/2025	30/01/2027	100	2,91%	INFINIE	500 000			
CD CDG CAPITAL 30/04/2027 2,67% 2A	30/04/2025	30/04/2027	100	2,67%	INFINIE	300 000			
CD CDG CAPITAL 30/07/2026 2,41% 52S	31/07/2025	30/07/2026	100	2,41%	INFINIE	850 000			
CD CDG CAPITAL 01/08/2027 2,53% 2A	31/07/2025	01/08/2027	100	2,53%	INFINIE	449 400			
CD CDG CAPITAL 14/06/2027 2,55% 52S	15/06/2026	14/06/2027	100	2,55%	INFINIE	800 000			
CD CDG CAPITAL 24/11/2026 2,43% 26S	26/05/2026	24/11/2026	100	2,43%	INFINIE	300 000			
CD CDG CAPITAL 25/02/2027 2,53% 52S	26/02/2026	25/02/2027	100	2,53%	INFINIE	200 000			
CD CDG CAPITAL 25/05/2027 2,51% 52S	26/05/2026	25/05/2027	100	2,51%	INFINIE	500 000			
CD CDG CAPITAL 26/10/2029 3,55% 7A	26/10/2022	26/10/2029	100	5,51%	INFINIE	600 000			
CD CDG CAPITAL 26/11/2025 2,74% 3A	26/11/2025	26/11/2028	100	2,74%	INFINIE	200 000			
CD CDG CAPITAL 26/11/2025 2,51% 3A	26/11/2025	26/11/2028	100	2,51%	INFINIE	500 000			
CD CDG CAPITAL 27/02/2028 2,78% 2A	26/02/2026	27/02/2028	100	2,78%	INFINIE	300 000			
CD CDG CAPITAL 30/09/2027 2,73% 15 M	30/06/2026	30/09/2027	100	2,73%	INFINIE	500 000			
TOTAL						5 999 400			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt. Emprunts obligataires. Bons de sociétés de financement. Autres titres de créance.
(2) Amortissement annuel ou infini.

DETTES SUBORDONNÉES

NATURE TITRES	Date de jouissance	CARACTÉRISTIQUES				30/06/2026	Dont	
		Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés
TITRES SUBORDONNÉS	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINIE	500 000		
TITRES SUBORDONNÉS	29/12/2022	Perpetuelle	100	4,61%	INFINIE	100 000		
TITRES SUBORDONNÉS	26/06/2025	26/06/2035	100	3,26%	INFINIE	550 000		
TOTAL						1 150 000		

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2025	Dotations	Reprises	Autres variations	30/06/2026
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF SUR :	68 776	4 849	5 057		68 588
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 156				6 156
Titres de placement	27 637	4 801	5 057		27 380
Titres de participation et emplois assimilés	33 932	48			33 980
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	1 072				1 072
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	112 668	33 380	23 000		123 048
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	112 668	24 140	23 000		113 808
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges		9 240			9 240
Provisions réglementées					
Provisions pour risques sur créances sensibles					
TOTAL	181 465	38 229	28 057		191 637

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	30/06/2026	31/12/2025
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	5 778 146	4 874 845
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	100 674	100 000
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	100 674	100 000
Engagements de financement en faveur de la clientèle	2 889 275	2 075 295
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	1 046 373	349 997
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	1 842 902	1 725 298
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 788 197	2 699 550
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	2 788 197	2 699 550
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	1 332 000	1 341 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	600 000	609 438
Garanties de crédits	600 000	609 438
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
Garanties de crédits	232 000	232 000
Autres garanties reçues		

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital 1 860 000 000
Montant du capital social souscrit et non appelé 0
Valeur nominale des titres 100

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
		Exercice précédent	Exercice actuel		
CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	18 599 995	18 599 994	100%	100%
MR KHALID SAFIR	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR MOHAMED ALI BENSOUDA	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MR ABDELJALIL EL HAFRE	DIRECTION DU TRÉSOR ET DES FINANCES EXTÉRIEURS RABAT	1	1	0%	0%
MR MOHAMED EL BABSIRI	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MR AHMED KHALID SEGHRUCHNI	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MR YOUSSEF CHALACH	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	-	1	0%	0%
Total		18 600 000	18 600 000	100%	100%

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2025	Affectation du résultat	Autres variations	30/06/2026
Réserves et primes liées au capital	176 380	6 731	(21 390)	161 721
Réserve légale	74 380	6 731	-	81 111
Autres réserves	102 000	-	(21 390)	80 610
Capital	1 860 000	-	-	1 860 000
Capital appelé	1 860 000	-	-	1 860 000
Report à nouveau (+/-)	26 358	-	(26 271)	87
Résultat net de l'exercice (+/-)	133 910	(133 910)	-	208 241
TOTAL	2 196 448	(127 179)	(47 661)	2 230 050

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	30/06/2026	31/12/2025
Engagements donnés	661 769	2 425 741
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	661 769	2 425 741
Engagements recus	170 374	1 051 508
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	170 374	1 051 508

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2026	31/12/2025	30/06/2026	31/12/2025
Opérations de change à terme	(770 110)		(436 079)	
Devises à recevoir	693 401		591 159	
Dirhams à livrer	(1 650 689)		(942 643)	
Devises à livrer	(3 417 369)		(3 181 699)	
Dirhams à recevoir	3 604 546		3 097 104	
Engagements sur produits dérivés	1 735 323		266 813	
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			1 735 323	266 813
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 500 000		
Autres titres	441 800		
Hypothèques	246 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	28 933 709		
Total	32 122 279		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 545 743		
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	5 545 743		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE

	D< 1 mois	1 mois<D< 3 mois	3 mois<D< 1 an	1 an <D< 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 062 590			686 667	666 667	2 415 923
Créances sur la clientèle	1 118 899	2 499 954	230 845	8 903 921	2 192 405	14 946 044
Titres de créance			502 385	4 509 297	3 635 718	8 647 400
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	2 181 488	2 499 954	733 250	14 099 884	6 494 790	26 009 367
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10 180 406					10 180 406
Dettes envers la clientèle	5 135 891	25 032	528 749	482 603		6 172 275
Titres de créance émis		850 000	2 600 000	1 949 400	600 000	5 999 400
Emprunts subordonnés					1 150 000	1 150 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus						
TOTAL	15 316 298	875 032	3 128 749	2 432 003	1 750 000	23 502 081

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BÉNÉFICIAIRE*

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
4	3 723 494
*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dont l'encours dépasse 10% des FPP	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

BILAN	30/06/2026
ACTIF	2 628 920
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	848 847
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et investissement	1 780 073
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF	8 020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	
Dépôts de la clientèle	8 020
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	30/06/2026
Engagements donnés	3 417 369
Engagements recus	693 401

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

NATURE	EXERCICE 2026	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	2 021 808	2 062 739	1 635 820
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	442 402	531 566	374 478
2- Résultat avant impôts	236 636	208 087	113 445
3- Impôts sur les résultats	28 395	74 177	36 189
4- Bénéfices distribués	174 840	75 337	32 550
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	6 731	30 221	29 939
RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action	11,20	7,20	5,38
Bénéfice distribué par action	9,40	5,25	3,50
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	58 691	106 876	82 530

MARGE D'INTÉRÊT

	30/06/2026	30/06/2025
INTERÊTS PERÇUS	164 389	112 888
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	32 561	22 703
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	93 508	42 813
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	38 321	47 372
INTERÊTS SERVIS	182 966	152 441
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	59 415	35 870
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	39 321	43 452
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	84 229	73 119

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

CATÉGORIE DES TITRES	30/06/2026	30/06/2025
Titres de placement		
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	196 178	72 379
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL	196 178	72 379

COMMISSIONS

	30/06/2026	30/06/2025
COMMISSIONS PERÇUES	132 606	117 452
Commissions sur Fonctionnement de compte	21	
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	113 588	64 452
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	16 448	30 750
Autres commissions sur prestations de services	2 549	22 250
COMMISSIONS SERVIES	3 105	4 967
Charges sur moyens de paiement	208	311
Commissions sur achats et ventes	753	184
Commissions sur droits de garde	1 750	4 160
Autres charges sur prestations	394	312

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2026	30/06/2025
PRODUITS	634 935	870 295
Gains sur les titres de transaction	484 080	516 997
Plus value de cession sur titres de placement	89 974	41 762
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	11	19 309
Gains sur les produits dérivés	42 139	14 514
Gains sur les opérations de change	18 731	277 713
CHARGES	497 337	727 462
Pertes sur les titres de transaction	442 304	377 417
Moins value de cession sur titres de placement	26 860	
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	4 801	17 677
Pertes sur les produits dérivés	19 873	55 320
Pertes sur opérations de change	3 499	277 048
RÉSULTAT	137 598	142 833

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

CHARGES	30/06/2026	30/06/2025
Charges de personnel	91 745	63 677
Rémunérations du personnel	58 691	47 428
Charges sociales	13 423	11 710
Autres charges	19 631	4 539
Impôts et taxes	3 093	1 471
Charges externes	69 277	41 155
Autres charges générales d'exploitation	6 372	5 095
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	12 103	7 869
TOTAL	182 590	119 267

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	30/06/2026	30/06/2025
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	132 195	134 061
Autres produits bancaires	634 935	870 295
Autres charges bancaires	502 740	736 234
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	(139)	49
Produits d'exploitation non bancaires	3 231	160
Charges d'exploitation non bancaires	3 370	111
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	47 533	5 638
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	28 046	4 561
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	(3 549)	
Produits non courants		
Charges non courantes	3 549	

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2026 AU 30 JUIN 2026

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITÉ

POLE D'ACTIVITÉ	PRODUIT NET BANCAIRE	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RÉSULTAT AVANT IMPÔT
- Activité banque d'affaires	442 402	259 624	236 636
- Autres activités			
TOTAL	442 402	259 624	236 636

2- VENTILATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITÉ	PRODUIT NET BANCAIRE	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RÉSULTAT AVANT IMPÔT
- Maroc	442 402	259 624	236 636
- Autres zones			
TOTAL	442 402	259 624	236 636

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL

INITULÉS	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RÉSULTAT NET COMPTABLE	208 241	
Bénéfice net	208 241	
Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	81 923	
1- Courantes	49 979	
- Charges sur exercices antérieurs	3 370	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions	44 613	
- Charges non déductible		
- Excédent d'amortissements voitures	220	
- Diverses autres charges générale d'exploit	1 776	
2- Non courantes	31 944	
- Impôts sur les sociétés	28 395	
- Contribution à la solidarité	3 549	
III - DÉDUCTIONS FISCALES		219 178
1- Courantes		219 178
- Produits des titres de participations et placement		196 178
- Reprise de provisions		23 000
2- Non courantes		
TOTAL	290 165	219 178
IV - RÉSULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut	si T1 > T2 [A]	70 987
Déficit brut fiscal	si T2 > T1 [B]	
V - REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS	(C) [1]	
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RÉSULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal	(A - C)	70 987
	OU	
Déficit net fiscal	[B]	
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		
VIII - CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
[1] Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal [A]		
Exercice n-1		

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

I DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	30/06/2026
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	(+ ou -) 240 186
Reintégrations fiscales sur opérations courantes	(+) 49 979
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-) 219 178
Résultat courant théoriquement imposable	(=) 70 989
Impôt théorique sur résultat courant	(-) 31 944
Résultat courant après impôts	(=) 208 241
II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES	
NEANT	

PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2022 à 2025 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales de CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Montants		Montants	
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 16/07/2026			
		Réserves légales	6 731
Report à nouveau	26 358	Réserves facultatives	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	174 840
Résultat net de l'exercice	133 910	Report à nouveau	
Prélèvements sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
Réserves facultatives			
TOTAL A	160 268	TOTAL B	181 571

EFFECTIFS

Effectifs	30/06/2026	31/12/2025
Effectifs rémunérés	219	212
Effectifs utilisés	219	212
Effectifs équivalent plein temps	219	212
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	219	212
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	219	212
Cadres (équivalent plein temps)	213	206
Employés (équivalent plein temps)	6	6
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I. DATATION	
. Date de clôture [1]	30-juin-2026
. Date d'établissement des états de synthèse [2]	21-sept.-2026
[1] Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.	
[2] Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

II ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1 ^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE	
Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables
NEANT	

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	30/06/2026	30/06/2026
Titres dont l'établissement est dépositaire	320	157 075 747
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 885 148
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	74	77 480 146
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	243	76 710 453
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RÉSEAU

RÉSEAU	30/06/2026	31/12/2025
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

COMPTES DE LA CLIENTÈLE	30/06/2026	31/12/2025
Comptes courants	582	558
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 981	1 981
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	15	9
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	11	12
TOTAL	2 589	2 560

LISTE DES ÉTATS "NEANT" :

A3	ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES
B7	CRÉANCES SUBORDONNÉES
B8	IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B9BIS	PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS
B15	SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE



Fidarc

Grant Thornton

7, Boulevard Dries Sbaoui
Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
20,100 Casablanca
Maroc

CDG CAPITAL S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2026

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 3 387 450 KMAD, dont un bénéfice net de 208 241 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL S.A arrêtés au 30 juin 2026, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 29 septembre 2026

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON



Rachid BOUMEHRAZ
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A



Abdellah LAGHCHAOUI
Associé

Lien vers publications financières :

<https://cdgcapital.ma/communication-financiere/>